

**ITEIPMAI**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Rue Croix de Belle Tête  
49120 CHEMILLÉ-EN-ANJOU

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2024

## ITEIPMAI

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Rue Croix de Belle Tête  
49120 CHEMILLÉ-EN-ANJOU

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres,

### *Opinion*

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ITEIPMAI relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### *Fondement de l'opinion*

---

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## ***Justification des appréciations***

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et le cas échéant sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## ***Vérifications spécifiques***

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

## ***Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels***

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## ***Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels***

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes

**IN EXTENSO CENTRE OUEST**

Grégoire GAILLARD

Signé par Gregoire Gaillard  
Le 23/04/2025

ID: tx\_Aq75x3mk4JJ7

*Grégoire GAILLARD*

*Associé*

*Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe*

ASS ITEIPMAI

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	42 760	41 333	1 426	2 754	
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL	42 760	41 333	1 426	2 754	
	Immobilisations corporelles	Terrains	198 146	92 778	105 368	114 484
		Constructions	1 757 301	1 324 692	432 609	466 891
		Inst.techniques, mat.out.industriels	1 430 456	1 168 985	261 471	297 499
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL	3 385 905	2 586 456	799 448	878 875		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières <sup>(2)</sup>	Participations et créances rattachées	200		200	200	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres	472		472	472	
TOTAL	672		672	672		
	Total I	3 429 338	2 627 790	801 548	882 303	
Actif circulant	Stocks et en cours		114 258	39 861	74 397	141 032
	Créances <sup>(3)</sup>	Créances clients, usagers et comptes rattachés	422 278	41 140	381 138	302 927
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	3 474 015		3 474 015	1 611 458
	TOTAL	3 896 294	41 140	3 855 154	1 914 385	
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		2 020 378		2 020 378	500 158	
Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>	14 211		14 211	33 091		
	Total II	6 045 143	81 001	5 964 141	2 588 667	
	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	9 474 481	2 708 791	6 765 690	3 470 970	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				472	

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles	508 037	508 037
	Réserves pour projet de l'entité	452 695	452 695
	Autres		
	Report à nouveau	206 078	221 348
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	46 821	-15 270
	Situation nette (sous-total)	1 213 633	1 166 811
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	307 943	378 267
	Provisions réglementées		
	Total I	1 521 576	1 545 079
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total I bis		
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	Total II		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	112 500	103 690
	Total III	112 500	103 690
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>	147 178	219 710
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	197 076	245 442
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	959 368	402 781
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	2 225	6 705
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	3 825 766	947 561
	Total IV	5 131 613	1 822 201
	Écart de conversion Passif V		
	TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)	6 765 690	3 470 970
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	85	72
	(2) Dont emprunts participatifs		

ASS ITEIPMAI

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	198 805	205 002
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	120 577	94 145
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	735 212	699 896
	<i>dont parrainages</i>	5 196	24 975
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 154 684	1 018 946
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	58 446	82 526
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	42 423	
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	35 525	15 037
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	-54 554	72 880
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		2 291 121	2 188 436
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	601 756	635 138
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	27 998	26 910
	Salaires et traitements	1 114 730	1 059 515
	Charges sociales	458 765	441 775
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	150 428	150 880
	Dotations aux provisions	18 985	53 720
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	5 484	4 851
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		2 378 149	2 372 791
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-87 027	-184 355

ASS ITEIPMAI

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	12 584	6 875
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	12 584	6 875
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 828	2 555
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	1 828	2 555
2. Résultat financier (III-IV)		10 756	4 319
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-76 271	-180 035
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 500 77 148	31 577 74 013
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	80 648	105 590
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		3 780
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		3 780
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		80 648	101 810
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		-42 445	-62 955
Total des produits (I + III + V)		2 384 353	2 300 901
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 337 532	2 316 172
EXCÉDENT OU DÉFICIT		46 821	-15 270
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



## 1 **Objet social**

L'Association a pour objet la conduite des actions de recherche et d'expérimentation, dans le but de favoriser le développement de la production nationale des plantes aromatiques, médicinales et à parfum.

Pour atteindre cet objectif, l'Association, sur sa propre initiative ou à la demande de partenaires :

- entreprend des travaux de recherche appliquée ou les fait exécuter,
- organise la diffusion des résultats de ceux-ci,
- établit des relations de travail avec les structures de développement de la filière et de la vulgarisation.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

## 2 **Nature et périmètre des activités réalisées**

Les adhérents, acteurs organisés de la production et industriels ont confié comme missions à l'institut :

- imaginer des concepts et produits innovants afin de maintenir une activité des PPAM sur le territoire,
- être avant-gardiste et force de propositions afin de permettre à l'ensemble de la filière d'accéder à un développement durable,
- apporter des solutions techniques aux agriculteurs pour améliorer leur revenu et de le sécuriser dans le temps,
- maintenir une cohérence entre les besoins de l'amont et les demandes de l'aval pour générer la confiance et le bien-être des consommateurs.

L'association est agréée Institut Technique Agricole par arrêté ministériel du 08 février 2018.

Ces activités sont réalisées sur la France entière auprès des adhérents.

### **3 Description des moyens mis en œuvre**

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

— Investissements

- a. Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice : 0 K€
- b. Engagés et terminés dans l'exercice : 70 K€
- c. Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture : 0 K€

— Ressources humaines : l'effectif moyen s'élève à 28 personnes. La masse salariale ainsi que les charges patronales s'élèvent pour l'année 2024 à 1 574 K€.

— Autres moyens/dépenses engagées

- d. Communication : 3.5 K€
- e. Entretien général/dépense de fonctionnement : 315 K€

### **4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

#### **4.1 Faits caractéristiques de l'exercice**

Néant

#### **4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture**

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

## **5 Principes et méthodes comptables**

### **5.1 Principes généraux**

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

#### **5.1.1 *Changement de méthode comptable***

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable.

#### **5.1.2 *Changements d'estimation***

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

#### **5.1.3 *Corrections d'erreurs***

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

### **5.2 Dérogations**

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

### **5.3 Principales méthodes comptables**

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.

## **6 Informations relatives aux postes du bilan**

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.



## 6.1 *Actif immobilisé*

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.1.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

### 6.1.1 État de l'actif immobilisé

Immobilisations		Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	-	-	-	-	-
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	42 761	-	-	-	42 761
	Terrains	198 147	-	-	-	198 147
	Constructions					
	- Sol propre	1 412 570	-	-	-	1 412 570
	- Sol d'autrui					
	- Insall. Agenc.	344 732	-	-	-	344 732
Immobilisations corporelles	Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 016 262	62 915	10 071	-	1 069 106
	Installations générales, agencements, aménagements divers	73 233	-	-	-	73 233
	Matériel de transport	108 090	-	-	-	108 090
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	174 224	6 760	956	-	180 027
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
Immobilisations financières	Titres de participation	200	-	-	-	200
	Prêts et autres immobilisations financières	473	-	-	-	473

## 6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début exercice	Augmentations	Diminutions	Virement poste à poste	Amortissements fin exercice
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	-	-	-	-	-
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	40 006	1 328	-	-	41 334
	Terrains	83 662	9 116	-	-	92 778
	Constructions					
	- Sol propre	1 047 108	24 192	-	-	1 071 300
	- Sol d'autrui					
Immobilisations corporelles	- Insall. Agenc.	243 302	10 090	-	-	253 392
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	774 058	79 898	10 071	-	843 885
	Installations générales, agencements, aménagement divers	60 804	3 518	-	-	64 322
	Matériel de transport	91 810	10 759	-	-	102 569
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	147 638	11 528	956	-	158 209
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-

### 6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Immobilisations incorporelles	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans

Immobilisations corporelles	Mode	Durée
Aménagements des terrains	Linéaire	De 4 à 10 ans
Constructions	Linéaire	De 5 à 20 ans
Matériel et outillage	Linéaire	De 5 à 10 ans
Installations générales	Linéaire	De 3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	De 4 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	De 1 à 10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	De 5 à 10 ans

### 6.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Néant

## 6.2 Actif circulant

### 6.2.1 Stocks et en cours

Les stocks de produits finis sont valorisés au coût de production.

Les stocks de semences sont valorisés à leur prix de vente HT après abattement d'un tiers de leur valeur.

Une provision est constituée lorsque la valeur estimée devient inférieure au coût de production.

La provision pour dépréciation des semences est estimée en fonction de leur taux de germination.

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières	3 964		3 964
Produits Finis	110 294	39 861	70 433
<b>Total</b>	<b>114 258</b>	<b>39 861</b>	<b>74 397</b>



## 6.2.2 Précisions sur d'autres créances

### 6.2.2.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 14 K€ et concernent l'exploitation.

### 6.2.2.2 Subventions à recevoir

Les subventions à recevoir s'élèvent à 3 386 K€ à la clôture.

## 6.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks	29 686	10 175		39 861
Créances	41 233		93	41 140
Immobilisations financières				
<b>Total</b>	<b>70 919</b>	<b>10 175</b>	<b>93</b>	<b>81 001</b>

## 6.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

### 6.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Ecart de réévaluation	-				-
Réserves	960 732		-	-	960 732
Report à nouveau	221 348	- 15 270	-	-	206 078
Excédent ou déficit de l'exercice	- 15 270	15 270	46 821	-	46 821
<b>Situation nette</b>	<b>1 166 810</b>	<b>0</b>	<b>46 821</b>	<b>0</b>	<b>1 213 631</b>
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	378 267		9 493	79 817	307 943
Provisions réglementées	-				-
<b>TOTAL</b>	<b>1 545 077</b>	<b>0</b>	<b>56 314</b>	<b>79 817</b>	<b>1 521 574</b>

6.4.1.1 **Fonds propres sans droit de reprise**

Néant

6.4.1.2 **Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise**

Néant

6.4.2 **Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.**

6.4.2.1 **Réserves statutaires et contractuelles**

Néant

6.4.2.2 **Réserves pour projet de l'entité**

Le « projet de l'entité », est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'entité pour réaliser l'objet social rappelé en première partie de cette Annexe.

Intitulé des projets	Montant début de l'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice (consommation par affectation du résultat)	Diminution de l'exercice (consommation par investissement)	Montant fin exercice
Nouvelle station – Equipements – Site internet	266 178				266 178
Investissements BPE – Matériels – Laboratoire – Mobiliers	52 900				52 900
Matériels informatiques	12 808				12 808
Mise en place outils de biologie moléculaire au laboratoire	36 254				36 254
Investissements divers	84 556				84 556

### 6.4.3 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présenté au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1<sup>er</sup> exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

### Tableau des subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	2 064 373	9 493	3 794	2 070 072
Quotes-parts virées au résultat	1 686 106	76 023	–	1 762 129
<b>Montant net en fonds propres</b>	<b>378 267</b>	<b>– 66 530</b>	<b>3 794</b>	<b>307 943</b>

### 6.4.4 Provisions réglementées

Néant

### 6.5 Fonds reportés et dédiés

Néant



## 6.6 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions réglementées	-			-
Provisions pour risques	-			-
Provisions pour charges	103 690	8 810		112 500
<b>Total</b>	<b>103 690</b>	<b>8 810</b>		<b>112 500</b>

- Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice s'élève à 112 500 €. Ce montant tient compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite (fonction du taux de rotation des salariés et de table de mortalité) d'un taux d'évolution des rémunérations de 1.5 % et d'une actualisation au taux de 3.50 %.

### 6.6.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	112 500		112 500
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

## 6.7 Produits constatés d'avance

A la clôture de l'exercice, les produits constatés d'avance s'élèvent à 3 826 K€, contre 948 K€ à la clôture 2023.

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ». Elle est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis.

**6.8** *État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice*

	ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations		-	-	-
	Prêts		-	-	
	Autres immobilisations financières		473	-	473
DE L' ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		51 732	51 732	-
	Autres créances clients		370 546	370 546	-
	Créance représentative des titres prêtés ou remis en garantie		-	-	-
	Personnel et comptes rattachés		-	-	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		1 191	1 191	-
	État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices	42 445	42 445	-
		Taxe sur la valeur ajoutée	27 157	27 157	-
		Autres impôts, taxes et versement assimilés	-	-	-
		Divers	3 386 485	3 386 485	-
	Groupes et associés		-	-	-
	Débiteur divers		5 278	5 278	-
Charges constatées d'avance		14 212	14 212	-	
TOTAL			3 899 518	3 899 045	473

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes établissement de crédit				
A 1 an max à l'origine	86	86	-	-
A + d'1 à l'origine	147 093	67 938	79 154	-
Emprunts et dettes financières Divers	-	-	-	-
Fournisseur et comptes rattachés	197 076	197 076	-	-
Personnel et comptes rattachés	195 217	195 217	-	-
Sécurité sociale et autres organismes	149 913	149 913	-	-
Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
TVA	58 554	58 554	-	-
Obligations cautionnées	-	-	-	-
Autres impôts et taxes	551 326	551 326	-	-
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés	-	-	-	-
Groupe et associés	-	-	-	-
Autres dettes	2 225	2 225	-	-
Dettes titres empruntés ou rem. Garant	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	3 825 766	3 825 766	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>5 127 256</b>	<b>5 048 101</b>	<b>79 154</b>	<b>-</b>

## 7 Informations relatives au Compte de résultat

### 7.1 Produits du compte de résultat

#### 7.1.1 Cotisations avec contrepartie

Les cotisations avec contrepartie sont les cotisations ayant une autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

#### 7.1.2 Ventes de biens et services

Les ventes de biens et services peuvent être ainsi détaillées par zone géographique :

- en France
- en Europe.

#### 7.1.3 Produits de tiers financeurs

##### 7.1.3.1 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.



**Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.**

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

#### 7.1.3.2 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation	20.8 K€	1 074 K€	49.8 K€		10 K€
Subvention d'investissement			9.5 K€		

#### 7.1.3.3 Ressources liées à la générosité du public

##### 7.1.3.3.1 Dons manuels

Le poste « dons manuels » comprend notamment

- Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte.

#### 7.1.4 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises de provision : non significatif

Transferts de charges : 35.4 K€

## 7.2 **Résultat Financier**

Le résultat financier est composé en grande partie des intérêts perçus issus des livrets d'épargne (12.5 K €) diminué des intérêts des emprunts (1.8 K €). Il s'élève donc à 11 K€.

## 7.3 **Résultat exceptionnel**

Le résultat exceptionnel s'élève à 81 K€ et comprend notamment :

- + 76 K€ de quote-part de subvention virée au résultat
- + 1.1 K€ de produits de cession d'éléments d'actifs
- + 3.5 K€ de solde d'une ancienne charge à payer

### 7.3.1 **Honoraires des commissaires aux comptes**

	CAC
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	7 K€
— Au titre d'autres prestations	-
— <b>Honoraires totaux</b>	<b>7 K€</b>

## 8 **Informations relatives à la fiscalité**

L'impôt sur les bénéfices s'élève à 0 K€.

L'association bénéficie d'un crédit impôt recherche à hauteur de 42 K€.

## 9 **Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants**

### 9.1 **Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)**

Les rémunérations des membres des organes d'administration – président de l'association en particulier et celle des membres des organes de direction ne sont pas fournies. En effet, cette information permettrait d'identifier les situations individuelles des intéressés.

## 10 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	15
Agents de maîtrise et Techniciens	11
Employés	2
Ouvriers	
<b>Total</b>	<b>28</b>

## 11 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

### 11.1 Engagements financiers donnés et reçus

	N	N-1
<b>Engagements donnés</b>		
Avals		
Cautions		
Hypothèques	154K€	164 K€
Effets escomptés non échus		
Autres		
<b>Engagements reçus</b>		
Avals		
Cautions		
Autres		